

MINAMATA CONVENTION ON MERCURY 2021

* Question 4.2 amended by Guinea-Bissau on 02 November 2022

* Part E of Article 11 amended by Guinea-Bissau on 17 December 2022

REPORTING PERIOD:

16 August 2017 to 31 December 2020

▼ INFORMATIONS CONCERNANT LA PARTIE

1. Informations concernant la partie

Nom de la Partie

Guinée-Bissau

Date à laquelle l'instrument de ratification, d'adhésion, d'approbation ou d'acceptation a été déposé
22 octobre 2018

Date d'entrée en vigueur de la Convention pour la Partie
20 janvier 2019

2. Informations concernant le correspondant national

Nom complet de l'institution

Ministère d'Environnement et de la Biodiversité

Titre du coordonnateur

Mr.

Nom du coordonnateur

Viriato Luis Soares Cassama

Adresse postale

Avenida Combatentes da Liberdade da Pátria, Palácio do Governo, Bissau, República da Guiné-Bissau
B.P 399

Numéro de téléphone

(+245) 955784046

Numéro de télécopie

(+245) 201753/201168

Adresse électronique

guinea-bissau@localhost

Deuxième adresse électronique

cassamavilus@gmail.com

Site Internet

{Empty}

3. informations concernant le coordonnateur présentant le rapport (si différentes des informations fournies au point 2)

Focal Point is submitting the national report

- ☒ L'information est envoyée par le point focal national
- ☐ L'information est envoyée par un autre responsable de contact

▼ ARTICLE 3 : SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MERCURE ET COMMERCE

3.1. Des activités d'extraction minière primaire de mercure étaient-elles menées sur le territoire de la Partie à la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Informations complémentaires sur cette question si nécessaire

Dans la Guinée-Bissau jusqu'à la date présente, il n'y a pas d'activités d'extraction minière primaire de mercure.

Malgré que selon les études réalisés, il existe des ressources minières comme la bauxite le phosphate et d'autres mais leur extraction n'ont pas encore commencé.

3.2. Des activités d'extraction minière primaire de mercure qui n'existaient pas à la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard sont-elles actuellement menées sur le territoire de la Partie ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

3.3. La Partie s'est-elle efforcée de recenser les stocks individuels de mercure ou composés du mercure de plus de 50 tonnes métriques ainsi que les sources d'approvisionnement en mercure produisant des stocks de plus de 10 tonnes métriques par an qui se trouvent sur son territoire ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Dans la négative, prière d'expliquer.

Le pays ne produit pas de mercure mais il importe des équipements ou composés du mercure, il n'y a pas aussi de stocks de mercure.

3.4. La Partie dispose-t-elle de mercure excédentaire provenant de la mise hors service d'usines de chlore-alcali ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

3.5. La Partie a-t-elle, au cours de la période considérée, procédé à des exportations de mercure avec le consentement ou sur la base d'une notification générale de consentement des États importateurs, conformément à l'article 3, après avoir obtenu toutes les attestations nécessaires dans le cas des États importateurs non Parties ?

- ☐ Oui, vers des États Parties

☐ Oui, vers des États non Parties

☒ Non

Additional information if needed

La Guinée-Bissau n'a jamais réalisé aucune exportation du mercure parce que, aucune activité de la production du mercure se réalise dans son territoire national.

3.6. La Partie a-t-elle permis que du mercure en provenance d'un État non Partie soit importé sur son territoire ?

☒ Non

☐ Oui

☐ La Partie importatrice a recouru au paragraphe 7 de l'article 3

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Guinée-Bissau ne permis pas que du mercure soit importé indépendamment que ça soit du Partie ou pas sur son territoire national, parce que le pays n'a pas de conditions nécessaires pour faire une bonne gestion du mercure.

Comme il n'y a pas de l'extraction du mercure et aucun actuellement prévu, la Guinée Bissau devra peut-être beaucoup plus travailler dans la législation, en élaborant des lois et règlements sur le mercure et s'assurer qu'il ait que l'importation et l'exportation respectent des modalités de consentement de la Convention.

▼ ARTICLE 4 : PRODUITS CONTENANT DU MERCURE AJOUTÉ

4.1. La Partie a-t-elle pris des mesures appropriées pour faire en sorte qu'aucun des produits contenant du mercure ajouté figurant dans la première partie de l'Annexe A de la Convention ne soit fabriqué, importé ou exporté après la date d'abandon définitif fixée pour ces produits ?

☐ Oui

☐ Non

☒ Oui (en application de l'article 4, paragraphe 2)

4.2. Dans l'affirmative, (en application du paragraphe 2 de l'article 4) : (par. 2)

La Partie a-t-elle fourni à la Conférence des Parties, à la première occasion, une description des mesures ou stratégies mises en œuvre, y compris une quantification des réductions réalisées ? (par. 2 a))

☐ Oui

☒ Non

La Partie a-t-elle mis en œuvre des mesures ou des stratégies visant à réduire l'utilisation de mercure dans les produits inscrits dans la première partie de l'Annexe A pour lesquels une valeur de minimis n'a pas encore été obtenue ? (par. 2 b))

- ☐ Oui
- ☒ Non

La Partie a-t-elle envisagé d'autres mesures pour réaliser des réductions supplémentaires ? (par. 2 c))

- ☒ Oui
- ☐ Non

Dans l'affirmative, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

La Guinée-Bissau n'a pas encore mis en œuvre le paragraphe 2 de l'article 4, relatif à la décision concernant la mesure ou la stratégie mesure ou stratégie spécifique pour réduire l'utilisation du mercure dans les produits énumérés dans la première partie de l'annexe A. Cependant deux projets de loi sont en cours :

- Le régime juridique de la gestion des produits chimiques et des déchets dangereux ; et
- La gestion des déchets hospitaliers.

Ces projets de loi réglementent les aspects liés aux produits chimiques, y compris le mercure.

4.3. La Partie a-t-elle pris au moins deux mesures à l'égard des produits contenant du mercure ajouté inscrits dans la deuxième partie de l'Annexe A, conformément aux dispositions de cette annexe ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Dans l'affirmative, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

Le pays a réalisé la campagne de Sensibilisation à l'Hôpital National Simão Mendes sur des impacts du mercure;

Réalisation des campagnes d'information et sensibilisation auprès de la population et l'affichage des images dans les lieux publics sur les impacts du mercure dans l'environnement et la santé humaine.

4.4. La Partie a-t-elle pris des mesures pour empêcher que des produits contenant du mercure ajouté dont la fabrication, l'importation et l'exportation ne lui sont pas permises en vertu de l'article 4 soient incorporés dans des produits assemblés ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

4.5. La Partie a-t-elle découragé la fabrication et la distribution dans le commerce de produits contenant du mercure ajouté à des fins qui ne cadrent avec aucune des utilisations connues de tels produits, conformément au paragraphe 6 de l'article 4 ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Dans l'affirmative, prière de fournir des informations sur les mesures prises.

A travers la réalisation de la campagne de Sensibilisation à l'Hôpital National Simão Mendes sur des impacts du mercure;

La capacitation destinée aux agents d'Inspection Général d'Environnement sur les produits chimiques y compris du mercure;

La réalisation des campagnes d'information et de sensibilisation auprès de la population;

La réalisation des débats à la radio sur mercure et ses impacts;

L'affiche des images sur les risques liés au mauvais gestion du mercure et ses impacts dans la santé et l'environnement.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Il est nécessaire un examen approfondi sur les mesures qu'il faudra prendre pour respecter l'obligation au paragraphe 1 du présent article 4 en ce qui concerne à l'interdiction de fabrication, d'importation et l'exportation de produits contenant du mercure ajouté répertoriés dans Annexe A Partie I. Tout cela devra être accompagnés par des politiques nationales claires.

▼ ARTICLE 5 : PROCÉDÉS DE FABRICATION UTILISANT DU MERCURE OU DES COMPOSÉS DU MERCURE

5.1. Y a-t-il sur le territoire de la Partie des installations qui utilisent du mercure ou des composés du mercure dans des procédés de fabrication inscrits à l'Annexe B de la Convention de Minamata, comme visé au paragraphe 5 de l'article 5 de cette Convention ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ Aucune idée

Prière d'expliquer

Il y a une nouvelle installation de production de ciment, identifié comme étant une infrastructure de potentiel émission à l'atmosphère.
Aucun travail est amené afin de connaître l'utilisation du mercure ou des composés du mercure dans leur procédés de fabrication.
Le pays envisage élaborer des règlements sur ce secteur et de prendre des mesures urgentes pour se conformer les obligations de la Convention.

5.2. Des mesures sont-elles en place pour qu'aucun mercure ou composé du mercure ne soit utilisé dans les procédés de fabrication inscrits dans la première partie de l'Annexe B après la date d'abandon définitif spécifiée dans cette Annexe pour chaque procédé ?

PRODUCTION DE CHLORE-ALCALI :

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Sans objet (pas d'installations utilisant ces procédés)

PRODUCTION D'ACÉTALDÉHYDE DANS LAQUELLE DU MERCURE OU DES COMPOSÉS DU MERCURE SONT UTILISÉS COMME CATALYSEURS :

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Sans objet (pas d'installations utilisant ces procédés)

Si les réponses aux deux questions précédentes sont négatives, la Partie a-t-elle fait enregistrer une dérogation, conformément à l'article 6 ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

5.3. Des mesures sont-elles en place pour limiter l'utilisation de mercure ou de composés du mercure dans les procédés énumérés dans la deuxième partie de l'Annexe B conformément aux dispositions de cette Annexe ?

PRODUCTION DE CHLORURE DE VINYLE MONOMÈRE :

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Sans objet (pas d'installations utilisant ces procédés)

PRODUCTION DE MÉTHYLATE OU D'ÉTHYLATE DE SODIUM OU DE POTASSIUM :

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Sans objet (pas d'installations utilisant ces procédés)

PRODUCTION DE POLYURÉTHANE UTILISANT DES CATALYSEURS CONTENANT DU MERCURE :

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Not applicable (do not have these facilities)

5.4. Est-il fait usage de mercure ou de composés du mercure dans un procédé de fabrication inscrit à l'Annexe B par une quelconque installation qui n'existait pas avant la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Partie ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

5.5. Une quelconque installation faisant appel à un quelconque autre procédé de fabrication dans lequel du mercure ou des composés du mercure sont utilisés intentionnellement a-t-elle été établie après la date d'entrée en vigueur de la Convention ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Tout le procédé de fabrication utilisation du mercure ou des composés du mercure doit être réglementé et contrôlé par les autorités compétentes et de mettre en place des mesures efficaces.

▼ ARTICLE 7 : EXTRACTION MINIÈRE ARTISANALE ET À PETITE ÉCHELLE D'OR

7.1. Des mesures ont-elles été prises par la Partie pour réduire et, si possible, éliminer l'utilisation de mercure et de composés du mercure ainsi que les émissions et rejets consécutifs de mercure dans l'environnement associés aux activités d'extraction artisanale et à petite échelle et de traitement d'or soumises à l'article 7 qui sont menées sur son territoire ?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☒ Aucune activité d'extraction artisanale et à petite échelle ou de traitement d'or soumise à l'article 7 qui utilise l'amalgamation n'est menée sur le territoire de la Partie

7.2. La Partie a-t-elle déterminé et fait savoir au secrétariat que les activités d'extraction artisanale et à petite échelle et de traitement d'or menées sur son territoire sont non négligeables ? (par. 3 a) et b))

- ☒ Oui
- ☐ Non

7.3. La Partie a-t-elle élaboré et mis en œuvre un plan d'action national et soumis ce plan d'action au secrétariat ?

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Les travaux sont en cours

7.4. Prière de joindre le plus récent compte rendu établi conformément à l'alinéa c) du paragraphe 3 de l'article 7, à moins que le délai de présentation de ce dernier ne soit pas encore écoulé.

{Empty}

7.5. Informations supplémentaires : La Partie a-t-elle coopéré avec d'autres pays ou des organisations intergouvernementales ou autres entités compétentes pour atteindre les objectifs de l'article 7 ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Dans l'affirmative, prière de préciser.

Le gouvernement de la Guinée-Bissau a ratifié d'autres Conventions Internationales sur les produits chimiques, elle est membre de plein droit de l'UEMOA et du CILLS et elle est signataire des différents documents de ces organisations subrégionales a fin de minimiser les risques des produits chimiques.

Dans l'affirmative, prière de préciser.

{Empty}

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Le pays est toujours ouvert et manifeste son intérêt à coopérer avec des partenaires, d'autres pays, des organisations subrégionales, des ONG's et Associations de Base pour atteindre les objectifs de l'article 7.

En outre le pays est déterminé à faire savoir au Secrétariat de toutes les activités dont le mercure est utilisé menées dans son territoire qui peut mettre en danger l'environnement et la santé humaine.

▼ ARTICLE 8 : ÉMISSIONS

8.1. Dressez la liste de toutes les catégories de sources de l'Annexe D comportant de nouvelles sources d'émissions de mercure ou de composés du mercure, telles que définies à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 8.

Pour chacune de ces catégories de sources, décrivez les mesures mises en place et leur efficacité, s'agissant de la réalisation des exigences du paragraphe 4 de l'article 8.

- ☐ Centrales électriques alimentées au charbon
- ☐ Chaudières industrielles alimentées au charbon
- ☐ Procédés de fusion et de grillage utilisés dans la production de métaux non ferreux
- ☒ Installations d'incinération de déchets

Installations d'incinération de déchets

Il y a des petites installations d'incinération des déchets surtout dans les centres hospitaliers. L'une des mesures prises c'est la construction du centre de traitement des déchets hospitalier et le renforcement de la capacité des médecins, infirmières et techniciens de santé dans la gestion des déchets hospitaliers.

- ☒ Installations de production de clinker de ciment

Installations de production de clinker de ciment

Il y a une nouvelle et unique installation de production de ciment qui vient d'être installée au pays et leur production a commencé en 2020 et nous n'avons pas encore fait l'inventaire afin de connaître leur émission.

La Partie a-t-elle exigé l'utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler, et dans la mesure du possible, réduire les émissions produites par les nouvelles sources au plus tard cinq ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Attach relevant documentation

{Empty}

8.2. Dressez la liste de toutes les catégories de sources de l'Annexe D comportant des sources existantes d'émissions de mercure ou de composés du mercure, telles que définies à l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 8.

Pour chacune de ces catégories de sources, indiquez les mesures, parmi celles figurant ci-dessous, qui ont été prises en application du paragraphe 5 de l'article 8, en apportant des précisions, entre autres, sur les progrès qu'elles ont permis de faire dans la réduction progressive des quantités émises sur le territoire de la Partie:

▼ CENTRALES ÉLECTRIQUES ALIMENTÉES AU CHARBON

- ☒ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Stratégie de contrôle multipolluants qui présenterait des avantages connexes en matière de contrôle des émissions de mercure ;
- ☒ Autres mesures pour réduire les émissions des sources pertinentes.

Measures

Envisager d'élaborer des règlements sur des centrales électriques
Contrôler l'importation du charbon pour les centrales électriques
Faire le suivi des mesures prises

Progress

Avec la mise en place des mesures efficaces, certainement il aura du progrès dans ce secteur en réduisant les émissions.

▼ CHAUDIÈRES INDUSTRIELLES ALIMENTÉES AU CHARBON

- ☐ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Stratégie de contrôle multipolluants qui présenterait des avantages connexes en matière de contrôle des émissions de mercure ;
- ☐ Autres mesures pour réduire les émissions des sources pertinentes.

Measures

{Empty}

Progress

{Empty}

▼ PROCÉDÉS DE FUSION ET DE GRILLAGE UTILISÉS DANS LA PRODUCTION DE MÉTAUX NON FERREUX

- ☐ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;
- ☐ Utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes ;

☐ Stratégie de contrôle multipolluants qui présenterait des avantages connexes en matière de contrôle des émissions de mercure ;

☐ Autres mesures pour réduire les émissions des sources pertinentes.

Measures

{Empty}

Progress

{Empty}

▼ INSTALLATIONS D'INCINÉRATION DE DÉCHETS

☒ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;

☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;

☒ Utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes ;

☐ Stratégie de contrôle multipolluants qui présenterait des avantages connexes en matière de contrôle des émissions de mercure ;

☒ Autres mesures pour réduire les émissions des sources pertinentes.

Measures

Le centre de traitement de déchets biomédicaux est installé et équipé avec les matériels à l'hôpital national Simao Mendes, afin de contribuer à la gestion et faire le possible un contrôle et réduire les émissions.

Changer des méthodes qui ont des effets dangereux pour l'environnement et la santé et encourager à l'utilisation des meilleures techniques disponibles et des meilleures pratiques environnementales pour contrôler les émissions des sources pertinentes pour réduire des risques.

Ayant comme supporte les documents suivants:

Le cadre juridique pour la gestion de déchets biomédicaux en Guinée-Bissau;

Le Manuel de procédures de gestion des déchets biomédicaux;

La Stratégie Nationale et Plan d'Action pour la Communication sur la Gestion Ecologiquement Rationnelle des Déchets Biomédicaux utilisant les MTD/MPE en Guinée-Bissau.

Progress

On observe beaucoup de changement par rapport à un certain moment, où les gents ont fait brûlage au ciel ouvert et ne respectent pas les mesures de sécurité et protection d'environnement en utilisant MTD/MPE.

Les populations sont informées et sensibilisées sur les impacts du mercure et ses composés dans l'environnement et la santé humaine.

▼ INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE CLINKER DE CIMENT

☐ Objectif quantifié pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;

☐ Valeurs limites d'émission pour contrôler et, dans la mesure du possible, réduire les émissions des sources pertinentes ;

- ☐ Use of BAT/BEP to control emissions from relevant sources
- ☐ Multi-pollutant control strategy that would deliver co-benefits for control of mercury emissions
- ☒ Alternative measures to reduce emissions from relevant sources

Measures

Nous comptons de mettre en place un cadre règlementer et adoptant des mesures efficaces de contrôle et suivi des activités dans cette installation de clinker de ciment.
Obtenir des moyens et matériels pour contrôler les émissions.

Progress

Le progrès va dépendre de la mise en place des mesures efficaces et durables et d'avoir des moyens et matériels pour faire le contrôle des émissions dans l'installation de production de clinker de ciment.

Les mesures relatives aux sources existantes stipulées au paragraphe 5 de l'article 8 ont-elles été mises en place au plus tard 10 ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Partie ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Prière d'en faire connaître les raisons

Il manque de cadre juridique et réglementaire et l'élaboration de la Stratégie Nationale de la gestion de mercure et ses composés.

8.3. La Partie a-t-elle établi un inventaire des émissions des sources pertinentes dans un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ?

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ L'entrée en vigueur de la Convention à son égard date de moins de cinq ans

Si aucun inventaire de ce genre n'existe, prière d'en faire connaître les raisons.

La Guinée-Bissau a élaboré le Rapport d'Evaluation Initiale de Minamata pour la Guinée-Bissau, Avril 2019. (MINAMATA INITIAL ASSESSMENT REPORT FOR GUINEA-BISSAU)

8.4. La Partie a-t-elle choisi de définir des critères pour recenser les sources pertinentes incluses dans chaque catégorie de sources ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

8.5. La Partie a-t-elle choisi d'élaborer un plan national énonçant les mesures à prendre pour contrôler les émissions produites par les sources pertinentes, ainsi que les objectifs, buts et résultats visés ?

- ☒ Oui
- ☐ Non

Dans l'affirmative, a-t-elle soumis son plan national établi en application de l'article 8 à la Conférence des Parties au plus tard quatre ans après la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Prière d'en faire connaître les raisons

Le pays n'a pas encore élaboré son Plan d'Action Nationale sur le mercure et ses composés. Le pays a besoin d'un expert dans le domaine du mercure pour l'appuyer avec ses orientations claires et efficace sur des mesures à apprendre pour mieux élaborer son Plan d'Action National.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

L'élaboration du plan d'action va permettre le pays d'avoir un document d'orientation sur les mesures efficace à prendre en considération dans la gestion durable du mercure et ses composés pour mieux contrôler les émissions et d'avoir les résultats attendus.

▼ ARTICLE 9 : REJETS

9.1. La Partie a-t-elle pris des mesures pour faire en sorte que le stockage provisoire du mercure et des composés du mercure destinés à une utilisation permise à une Partie dans le cadre de la Convention soit assuré d'une manière écologiquement rationnelle ?

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Aucune idée

9.2. La Partie a-t-elle établi un inventaire des rejets produits par les sources pertinentes dans un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard ?

- ☒ Oui
- ☐ Aucune source pertinente de rejets n'existe sur le territoire de la Partie
- ☐ L'entrée en vigueur de la Convention à son égard date de moins de cinq ans
- ☐ Non

Dans l'affirmative, de quand date la dernière mise à jour de cet inventaire ?
2019-04-15

Prière d'indiquer où on peut le consulter.

L'inventaire a été réalisé et le rapport d'évaluation initiale de Minamata pour la Guinée-Bissau disponible est envoyé au Secrétariat de la Convention. (MINAMATA INITIAL ASSESSMENT REPORT FOR GUINEA-BISSAU, Avril 2019)

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Le pays a vraiment besoin de faire le nouveau l'inventaire pour actualiser ses données sur les différents sources d'émissions y compris leurs rejets.

▼ ARTICLE 10 : STOCKAGE PROVISOIRE ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNEL DU MERCURE, À L'EXCLUSION DES DÉCHETS DE MERCURE

10.1. La Partie a-t-elle pris des mesures permettant de répondre aux exigences du paragraphe 3 de l'article 11 pour ses déchets de mercure ?

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Aucune idée

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Le pays n'a pas aucun site construit pour des stockages provisoire écologiquement rationnel du mercure et ses composés.

La Guinée-Bissau, pour le moment ne réalise aucune activité susceptible d'utiliser le Mercure, donc, pour le moment elle ne pas besoin de construire des sites pour le stockage du mercure.

▼ ARTICLE 11 : DÉCHETS DE MERCURE

11.1. La Partie a-t-elle pris des mesures permettant de répondre aux exigences du paragraphe 3 de l'article 11 pour ses déchets de mercure ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

11.2. Existe-t-il des installations pour l'élimination définitive des déchets constitués de mercure ou de composés du mercure sur le territoire de la Partie ?

- ☐ Oui
- ☒ Non
- ☐ Aucune idée

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Le pays n'a pas appliqué l'article 11 en raison du manque de moyens et de matériaux nécessaires à sa mise en œuvre effective.

La Guinée-Bissau doit préparer sa stratégie nationale de gestion du mercure et de ses composés, disposer d'installations adéquates pour le stockage de ses déchets, des moyens et des matériaux nécessaires à l'élimination du mercure, et adopter des mesures juridiques adéquates sur les déchets de mercure et ses composés, qui répondront aux exigences de l'article 11.1 concernant les déchets de mercure.

Le pays n'a ni installation ni technologie et matériel pour élimination définitive des déchets du mercure et ses composés. C'est très importante prendre des mesures concernant l'importation des produits contenant du mercure, y compris les produits importés en fin de vie.

La Guinée-Bissau est également Partie d'autres Conventions sur les Produits chimiques dangereux, aura toujours besoin envisager des mesures appropriées pour répondre les obligations énoncées au paragraphe 3 de la article.

▼ ARTICLE 12 : SITES CONTAMINÉS

12.1. La Partie s'est-elle efforcée d'élaborer des stratégies pour identifier et évaluer les sites contaminés par du mercure ou des composés du mercure se trouvant sur son territoire ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Prière de préciser

Le pays a besoin d'élaborer sa Stratégie Nationale sur le Mercure et ses composés;

Identifier et évaluer les sites contaminés par le mercure ou des composés du mercure se trouvant sur son territoire et pour réaliser des différentes activités y concernant.

Les sites susceptibles d'être contaminés dans le pays sont principalement des sites où les produits contenant du mercure et les composés du mercure sont éliminés et brûlé

Il est nécessaire réaliser des travaux et développer un stratégie pour identifier et évaluer les sites seront tenus de respecter les obligations fixées dans ce paragraphe.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Avec l'élaboration des Stratégies Nationales, le pays va approprier d'un document stratégique pour faire face aux différents problèmes des sites contaminés par le mercure et ses composés et cela va permettre de faire une bonne gestion en prenant en compte des bonnes pratiques.

Nous avons besoin à faire des travaux supplémentaires en ce qui concerne les sites contaminés.

▼ ARTICLE 13 : RESSOURCES FINANCIÈRES ET MÉCANISME DE FINANCEMENT

13.1. La Partie a-t-elle entrepris de fournir, dans la mesure de ses moyens et conformément à ses politiques, priorités, plans et programmes nationaux, des ressources pour les activités nationales prévues aux fins de la mise en œuvre de la Convention ?

- ☐ Oui
- ☒ Non

Prière de préciser

Le pays n'a pas dans la mesure de ses moyens mais va mobiliser des fonds auprès de ces partenaires et chercher des financements pour appuyer dans la mise en œuvre des différentes activités nationales programmées, comme par exemple, les campagnes d'informations et sensibilisations sur les impacts du mercure et ses composés dans l'environnement et la santé humaine, ainsi que d'autres activités programmées.

Observations

Nous avons besoin des moyens nécessaires et disponibles, pour réaliser des différentes activités programmées sur le mercure et ses composés à la mise en œuvre la Convention de Minamata. Malgré nous avons la de base d'Environnement, Loi 1/2011 du 02/03/2011 et le Règlement du décret 06/2017 du 28 juillet 2017.

Ce règlement définit clairement le public entité compétente pour recevoir des recours de frais, amendes, dons, aides ou subventions bilatérales et multilatérales organisations et/ou partenaires travaillant dans le domaine de la gestion environnementale et les applique afin de prévenir ou réparer les dommages causés à l'environnement, contribuer à assurer la durabilité souhaitée.

13.2. Informations supplémentaires : La Partie a-t-elle, dans la mesure de ses moyens, apporté des contributions au mécanisme de financement visé au paragraphe 5 de l'article 13 ?

- ☒ Oui
☐ Non

Prière de préciser

La Guinée-Bissau peut faire ses efforts en tant que Partie dans la mesure de sa possibilité pour contribuer au mécanisme à la mise en œuvre de la Convention de Minamata pour respecter et accomplir avec les contributions accordés aux pays en développement.

Observations

Accéder aux ressources nationales nécessaires pour mettre en œuvre les obligations de la Convention en ce qui concerne le respect de cet article.

13.3. Informations supplémentaires : La Partie a-t-elle fourni des ressources financières pour aider les Parties qui sont des pays en développement ou à économie en transition à mettre en œuvre la Convention par le biais d'autres sources bilatérales, régionales et multilatérales ?

- ☐ Oui
☒ Non

Prière de préciser

La Guinée-Bissau, est un pays en développement que n'a pas de moyen pour financer d'autres pays de même niveau (pays en développement), ce qu'il peut faire est de donner sa contribution a travers un barème défini comme contributions qui est convenu apporter pour tous les pays en développement ou à économie en transition pour contribuer dans la mise en œuvre de la Convention.

Observations

En tant que Partie, nous voulons tout faire pour donner notre contribution à la mise en œuvre de la Convention de Minamata en respectant tous les procédés sur la contribution mais il nous faut des moyens nécessaire pour y faire.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

L'un des problèmes majeurs c'est d'avoir du fond pour élaborer les documents et de réaliser des différents activités à la mise en œuvre de la Convention.

▼ ARTICLE 14 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, ASSISTANCE TECHNIQUE ET TRANSFERT DE TECHNOLOGIES

14.1. La Partie a-t-elle coopéré à la fourniture d'un renforcement des capacités ou d'une assistance technique à une autre Partie à la Convention, conformément aux dispositions de l'article 14 ?

- ☐ Oui
☒ Non

Prière de préciser

La Guinée-Bissau est ouvert à collaborer avec d'autres Parties et veut toujours coopérer avec la Convention pour le renforcement des capacités.

Le pays n'a pas de moyens techniques et de ressources humaines qualifiés dans ce domaine pour donner une assistance technique à une autre Partie.

14.2. Informations supplémentaires : La Partie a-t-elle reçu de l'aide aux fins du renforcement des capacités ou une assistance technique, conformément aux dispositions de l'article 14 ?

☒ Oui

☐ Non

Prière de préciser

Le pays a reçu un appui qui lui permet de réaliser le travail sur le mercure et d'élaborer le Rapport d'Évaluation initiale de Minamata pour la Guinée-Bissau (MINAMATA INITIAL ASSESSMENT REPORT FOR GUINEA-BISSAU)

Observations

Que le Secrétariat de la Convention apporte un appui aux Parties dans le renforcement des capacités et une assistance technique nécessaire à la gestion du mercure et ses composés en transférant des technologies écologiquement rationnelles conformément.

14.3. La Partie a-t-elle encouragé et facilité la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies de remplacement écologiquement rationnelles de pointe, ainsi que l'accès à ces technologies ?

☐ Oui

☒ Non

☐ Autre

Prière de préciser

La Guinée-Bissau ne dispose d'aucune technologie de remplacement écologiquement rationnelles de pointe ainsi que l'accès à ces technologies, raison pour laquelle il a besoin de l'aide du Secrétariat à l'accès à ces technologies de pointe et dans le transfert et la diffusion de technologies de remplacement écologiquement rationnelles qui vont contribuer à la gestion du mercure et ses composés.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Le pays a besoin de renforcement de capacités des acteurs clés dans la gestion du mercure et de l'assistance technique nécessaires en s'appuyant sur les technologies appropriées à la mise en œuvre de la Convention de Minamata.

▼ ARTICLE 16 : ASPECTS SANITAIRES

16.1. Des mesures ont-elles été prises pour informer le public du problème de l'exposition au mercure, comme prévu au paragraphe 1 de l'article 16 ?

☒ Oui

☐ Non

Informations supplémentaires : Si oui, décrivez les mesures prises.

A travers la réalisation des campagnes d'information et sensibilisation sur les impacts du mercure dans la santé et l'environnement;

Affichages dans les lieux publics des images illustratifs ainsi que des informations relatifs à la Convention de Minamata sur les impacts du mercure dans l'environnement et la santé humaine; Faire connaître la population les différents matériels contenant du mercure.

16.2. D'autres mesures ont-elles été prises pour protéger la santé humaine conformément à l'article 16 ?

- ☒ Oui
☐ Non

Informations supplémentaires : Si oui, décrivez les mesures prises.

A travers l'Institut National de Santé Publique pour fournir une formation technique et scientifique dans le domaine de secteur de la santé;

La mise en place de la Stratégie de la Communication sur les produits chimiques et déchets dangereux.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

C'est très importante de fournir des informations de façon claire au public et de sensibiliser la population en générale sur les effets nocifs du mercure dans la santé et l'environnement et d'informer également sur les mesures efficace à prendre.

▼ ARTICLE 17 : ÉCHANGE D'INFORMATIONS

17.1. La Partie a-t-elle facilité l'échange d'informations mentionné au paragraphe 1 de l'article 17) ?

- ☒ Oui
☐ Non

Informations supplémentaires : Si oui, décrivez les mesures prises.

Le pays est prêt à coopérer et faciliter des échanges d'information sur du mercure et ses composés et d'autres substances chimiques dangereux soit l'information est scientifique, technique, juridique ou autres, ainsi que des informations sur les impacts dans l'environnement et la santé humaine associé au mercure et ses composés avec le Secrétariat de la Convention ainsi que des Parties intéressées.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Les échanges d'informations c'est très important cela va permettre les Parties de mieux acquérir beaucoup plus d'informations pertinentes sur du mercure et ses composés et de contribuer à la bonne gestion.

Les échanges d'informations et d'expériences ouvre de nouvelles voies et contribue au développement personnel et professionnel des personnes impliquées dans le processus de la gestion du mercure.

▼ ARTICLE 18 : INFORMATION, SENSIBILISATION ET ÉDUCATION DU PUBLIC

18.1. Des mesures ont-elles été prises pour encourager et faciliter la mise à la disposition du public des types d'informations visés au paragraphe 1 de l'article 18 ?

- ☒ Oui
☐ Non

Dans l'affirmative, prière d'indiquer les mesures prises et de fournir des informations sur leur efficacité.

Le Ministère d'Environnement travaille en stricte collaboration avec les Ministère de l'Education National et le Ministère de la Communication Sociale dans tout le processus d'Information, Sensibilisation et éducation du public.

Il y a aussi au sein du Ministère d'Environnement un Département chargé d'Information, Divulgateion et l'Education Environnementale pour réaliser tous les travaux concernant les informations sur l'environnement.

Des organes de communication sociale du pays jouent un important rôle dans la dissémination des informations sur les impacts négatifs des produits chimiques dangereux y compris du mercure et ses composés.

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

L'information, la sensibilisation et l'éducation sont des facteurs clés à la changement du comportement et de la mentalité de la population, renforcer chaque fois qu'il est nécessaire les mécanismes de communications sur du mercure.

▼ ARTICLE 19 : RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT ET SURVEILLANCE

19.1. La Partie a-t-elle mené des activités de recherche-développement et de surveillance, conformément au paragraphe 1 de l'article 19 ?

- ☐ Oui
☒ Non

Part E – Additional comments on the article in free text if the party chooses to do so

Le Pays rencontre beaucoup de difficultés pour amener des activités de recherche-développement et surveillance du mercure et ses composés, donc, il nécessite de renforcement de la capacité technique de ses ressources humaines dans les différents thématiques liés au mercure et pour avoir des moyens et matériels technologiques nécessaires pour faire le contrôle et surveillance du mercure et ses composés au niveau national.

Avoir des moyens technologique et matériels pour identifier du mercure et ses composés;

Réaliser d'inventaire sur le mercure et ses composés au niveau national;

Continuer à développer les différentes activités comme des campagnes d'information et sensibilisation sur les impacts du mercure dans la santé et l'environnement au niveau national;

Encourager la recherche au niveau national sur du mercure;

Créer des mécanismes nécessaires pour le contrôle et surveillance et faire participer les acteurs concernés.

Pour être en conformité avec le paragraphe 1, il faut avoir des moyens et des appuis nécessaires.

▼ COMMENTAIRES

Partie C : Observations concernant les éventuelles difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs de la Convention

Nous trouvons beaucoup des difficultés à la réalisation des objectifs de la Convention, parmi celles citons:

- Etablir des cadres juridiques et réglementaires nationaux sur du mercure et ses composés;
- Elaborer une stratégie nationale sur la gestion du mercure;
- Renforcer la capacité technique des acteurs concernés dans la gestion rationnelle du mercure;
- Avoir des moyens et matériels technologiques à la disposition;
- Avoir la capacité d'identifier et contrôler le trafic du mercure;
- Renforcer des campagnes d'éducation, information et sensibilisation au public dans tout le niveau;
- Définir les années de la réalisation d'inventaire national sur le mercure et ses composés afin d'avoir des données fiables sur la quantité émission pour chaque produit ou secteur;
- Renforcement de capacités dans les différents thématiques sur le mercure et assistance technique aux Parties à la mise en œuvre de la Convention.

▼ INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Informations supplémentaires : Partie D : Observations concernant le formulaire de communication d'informations et les améliorations envisageables.

Le formulaire est bien élaboré et les questions sont très claires, il suit un cheminement organisé en respectant les ordres des articles de la Convention, ce qui permet une bonne compréhension et tout ça va faciliter les Parties en remplir le rapport.

Quant à l'améliorations envisageables, je tiens à dire le suivant:

Il faut une liste sur du mercure et une autre liste sur les produits composés du mercure d'où chaque Partie doit crocher dans du mercure et des composés en mercure que se trouvent dans son pays;

Il doit avoir beaucoup plus des questions ouvertes;

Exiger que les cadres des commentaires et observations soient obligatoirement remplis, cela permettra de connaître des différents opinions par rapport les questions posées et ça sera très importante à la prise des décisions à la mise en œuvre de la Convention.